



Quartiers de la politique de la ville : cinq profils avec des enjeux spécifiques

Dans les Pays de la Loire, cinq types de quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) se dessinent en fonction des revenus de leurs habitants, de leurs conditions de vie, de leur environnement et de leur situation au regard de l'emploi et de l'éducation. Trois habitants des QPV sur dix résident dans des quartiers où les difficultés économiques et sociales sont particulièrement marquées. Ceux d'entre eux qui se trouvent dans les grandes agglomérations habitent dans des logements presque exclusivement sociaux, souvent anciens et éloignés des commerces. Ceux qui vivent dans de plus petites villes sont confrontés à la situation économique plus défavorable de ces territoires ; dans ces QPV, un logement sur dix est vacant. À l'inverse, d'autres quartiers sont moins fragilisés que la moyenne des QPV, même si la pauvreté y est trois fois plus fréquente que dans le reste des agglomérations. Autre profil spécifique, dans les QPV les plus peuplés, l'environnement social est globalement plus dégradé du fait de l'étendue de ces quartiers. Enfin, dans des QPV au profil proche de la moyenne, le retard scolaire des collégiens est plus fréquent, malgré un environnement à l'école plutôt favorable.

Hélène Chesnel, Delphine Legendre, Insee

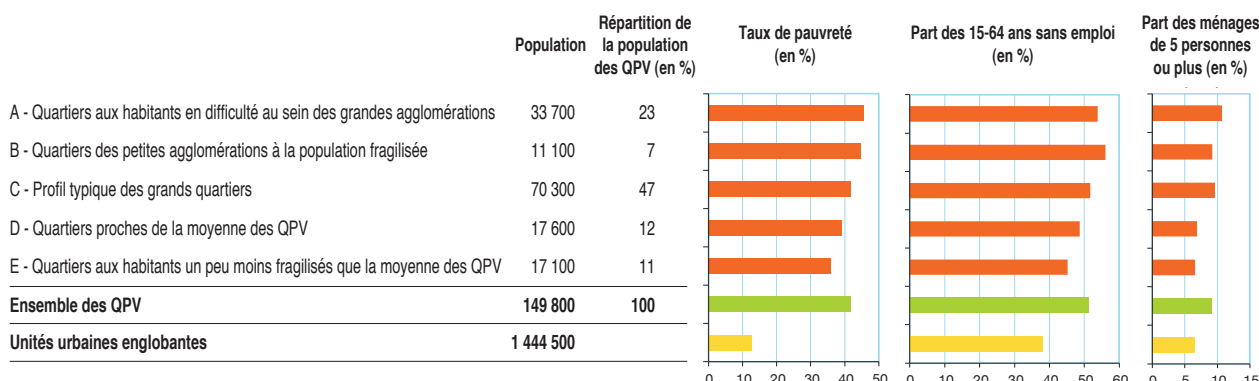
Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Les 46 QPV des Pays de la Loire rassemblent 149 800 personnes. Si la situation socio-économique de la région est globalement favorable, les fragilités sont marquées dans les QPV : 42 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté et la

moitié sont sans emploi (figure 1), une proportion un peu plus élevée qu'en moyenne dans les QPV de France de province. La population des QPV présente des difficultés multiples (emploi, logement, éducation, santé, etc.). Les nouveaux contrats de ville synthétisent les actions des partenaires institutionnels, économiques et associatifs en faveur des quartiers en décrochage. Ils s'articulent

autour de trois piliers : la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, ainsi que le développement économique et l'emploi. Connaître les spécificités des différents quartiers permet d'adapter les politiques publiques localement. Dans les Pays de la Loire, cinq profils de QPV se dessinent selon les caractéristiques de leurs habitants et leur environnement (méthodologie).

1 La pauvreté côtoie souvent d'autres fragilités sociales

Caractéristiques socio-démographiques de la population par profil de QPV dans les Pays de la Loire



Sources : Insee, Recensement de la population (RP) 2010 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FLoSoFi) 2012.

Pauvreté et autres difficultés sociales se cumulent souvent (profils A et B)...

Dans la région, trois habitants de QPV sur dix habitent dans des quartiers de profils A et B, où la pauvreté va de pair avec d'autres difficultés sociales : 45 % de leur population vit sous le seuil de pauvreté, soit près de 10 points de plus que dans les quartiers de profil E. Les fragilités y sont d'ordre multiple, porteuses d'enjeux en termes de soutien aux populations éloignées du marché du travail, aux familles ayant des enfants en bas âge, d'intégration des personnes étrangères ou encore de promotion de l'accès à la santé et aux aides sociales.

Dans ces quartiers, les ressources des ménages dépendent fortement des allocations familiales, des minimas sociaux et des allocations chômage. Les habitants s'insèrent plus difficilement sur le marché du travail : moins de la moitié sont en emploi et, quand ils le sont, les conditions sont un peu plus souvent précaires (davantage en CDD et en intérim). La situation est plus dégradée que dans les autres QPV pour les hommes comme pour les femmes, ces dernières étant dans tous les profils plus fréquemment sans emploi. La population est globalement moins diplômée qu'en moyenne dans les QPV.

Au-delà des difficultés économiques, les habitants de ces quartiers (profils A et B) présentent également plus souvent des fragilités en termes de structure familiale. Sur dix ménages, un est composé de cinq personnes ou plus, ce qui est davantage que dans les autres profils de QPV. Deux ménages sur dix sont des familles monoparentales : elles sont aussi présentes que dans les autres profils de QPV mais deux fois plus qu'en moyenne dans les unités urbaines englobantes

(définitions). Enfin, les habitants sont plus fréquemment de nationalité étrangère, particulièrement dans les QPV du profil A.

... avec un cadre de vie dégradé dans les grandes agglomérations (profil A)...

Dans les grandes agglomérations (profil A) (figure 2), des enjeux en termes d'amélioration de l'habitat et d'aménagement urbain s'ajoutent à ces fragilités multiples. Dans la région, un quart de la population des QPV, soit 33 700 personnes, vit dans des quartiers de ce profil. La quasi-totalité des habitants vivent dans des logements sociaux, très majoritairement construits avant 1977 (figure 3). Ces grands ensembles sont souvent moins attractifs que les logements plus récents, même si une partie a été rénovée. Ils sont plus éloignés des commerces qu'en moyenne dans les QPV de la région (définitions). La majorité des quartiers ont bénéficié ou vont bénéficier des programmes nationaux de renouvellement urbain afin d'améliorer l'habitat et le cadre de vie.

Malgré tout, moins de 1 % des logements sociaux sont vacants depuis plus de 3 mois, dans un contexte immobilier particulièrement tendu dans les grandes agglomérations. La moitié ont des loyers faibles au regard du niveau de leur agglomération (définitions), en lien avec leur ancienneté de construction. Cette dernière est en effet un élément déterminant du niveau des loyers, en raison de l'évolution du mode de financement et de l'amortissement des prêts. Enfin, les difficultés scolaires apparaissent très marquées : 38 % des collégiens ont au moins une année de retard, soit 5 points de plus qu'en moyenne dans les QPV.

Au sein du profil A, le quartier de Chaoué-Perrières à Allonnes se distingue : même s'il n'est pas parmi les QPV les plus fragilisés sur le plan socio-économique, ses habitants sont moins diplômés et ses collégiens sont plus souvent en situation de retard scolaire. La proportion de loyers faibles y est forte. Dans les quartiers de La Petite Sensive à Nantes et de Petit Caporal à Saint-Nazaire, le taux de pauvreté est également proche de la moyenne des QPV, mais les actifs s'insèrent plus difficilement sur le marché du travail.

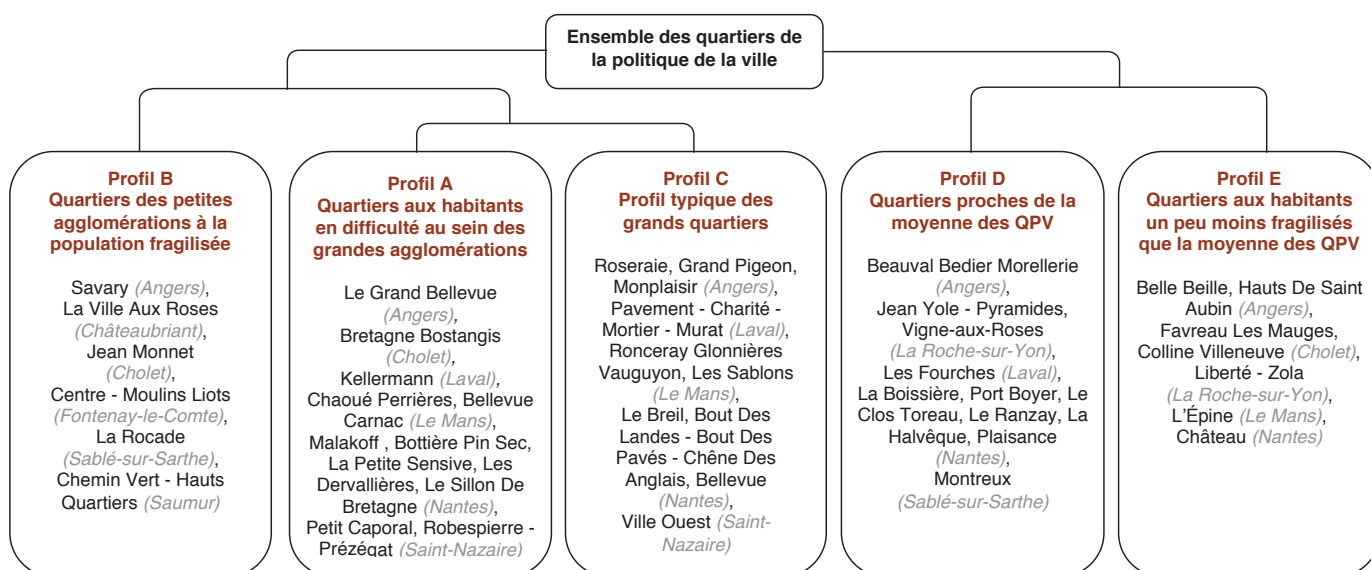
... ou avec un déficit d'attractivité dans les petites agglomérations (profil B)

Les quartiers les plus fragilisés ont des spécificités différentes dans les petites agglomérations (profil B) par rapport aux grandes (profil A), notamment en termes d'attractivité dans un contexte où le marché du logement est peu tendu. À Châteaubriant, Fontenay-le-Comte, Sablé-sur-Sarthe, Saumur ou Cholet, les difficultés pour se loger sont globalement moindres car les prix de l'immobilier sont moins élevés que dans les grands pôles urbains. Essentiellement constitués de grands ensembles de logements sociaux, les QPV attirent moins les ménages.

Dans les quartiers de profil B, 9 % des logements sociaux sont vacants depuis au moins 3 mois, soit six fois plus qu'en moyenne dans les QPV. Les déménagements sont plus fréquents : 16 % des ménages sont arrivés dans leur logement l'année précédente, contre 12 % en moyenne dans les QPV. S'ils restent moins longtemps dans le même logement, certains peuvent rester dans le quartier. Les commerces sont proches car les villes sont peu étendues.

2 Cinq profils de QPV

Liens et compositions des profils de quartiers de la politique de la ville dans les Pays de la Loire

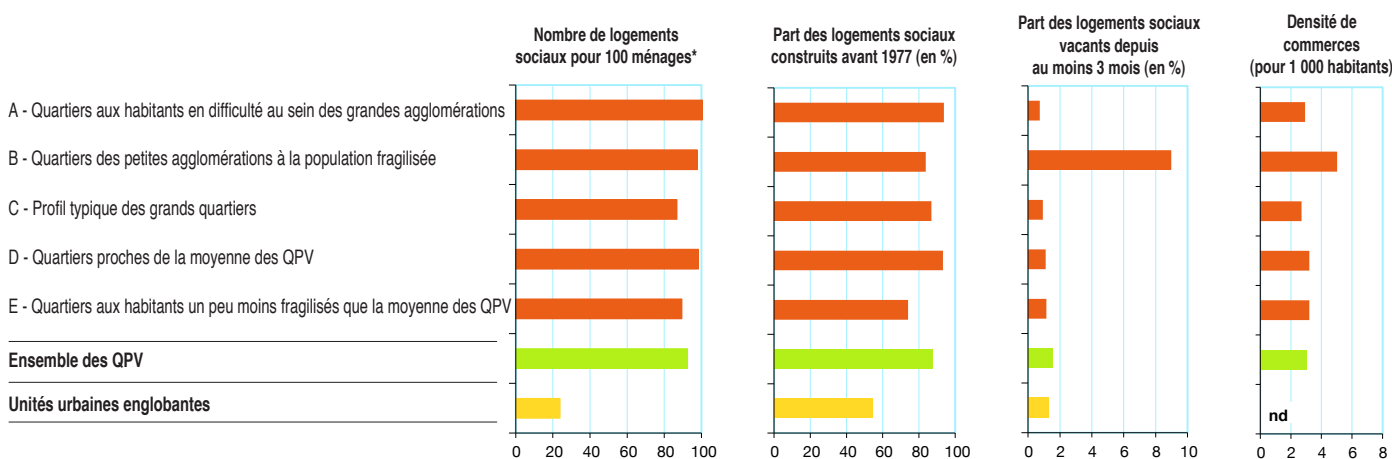


Note : l'arbre matérialise le processus de construction des cinq profils de QPV (méthodologie). La commune entre parenthèses est la ville-centre de l'unité urbaine où est situé le QPV.

Sources : Insee, RP 2010, Base permanente des équipements (BPE) 2014 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Chav-CCMSA, FiLoSoFi 2012 ; Pôle emploi, fichier des demandeurs d'emploi ; SOeS, Répertoire sur le parc locatif social (RPLS) 2014 ; Rectorat, fichier des élèves du secondaire, rentrée 2013.

3 Un parc social prépondérant mais aux caractéristiques différentes selon les QPV

Caractéristiques du parc de logement social et accès aux commerces par profil de QPV dans les Pays de la Loire



* cet indicateur peut être supérieur à 100 en raison de la vacance d'une partie du parc et de l'utilisation de deux sources de millésimes différents (2010 et 2012).

nd : donnée non disponible.

Sources : Insee, BPE 2014, RP 2010 ; SOeS, RPLS 2014 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, FiLoSoFi 2012.

Les difficultés socio-économiques des habitants des QPV du profil B reflètent en partie la situation économique moins favorable de ces agglomérations : davantage de chômage et des actifs moins qualifiés. Le chômage de longue durée est plus fréquent que dans les autres profils : près de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi. Après la troisième, les jeunes poursuivent plus souvent dans la voie professionnelle qu'en moyenne dans les QPV. Ceci peut être lié au tissu productif de ces territoires, les emplois étant globalement moins qualifiés que dans les grandes agglomérations.

Certains quartiers ont bénéficié ou bénéficieront du programme de renouvellement urbain. Les autres viennent de rejoindre la géographie prioritaire de la politique de la ville comme Savary à Angers, La Ville Aux Roses à Châteaubriant et La Rocade à Sablé-sur-Sarthe. Avec en moyenne 1 800 habitants, ces quartiers sont de taille modeste. Dans les petites agglomérations, certains abritent un habitant sur dix de l'unité urbaine. Au sein de ce profil, le quartier Savary à Angers fait figure d'exception : inséré dans une grande agglomération, il bénéficie d'un accès aux commerces favorable.

Des quartiers moins exposés que la moyenne des QPV (profil E)

Dans les QPV de profil E, les fragilités socio-économiques sont un peu moins marquées. La pauvreté touche cependant plus d'un tiers des habitants, soit trois fois plus qu'en moyenne dans les agglomérations englobantes. Parmi les personnes de 15 à 64 ans, 45 % n'ont pas d'emploi, soit 6 points de moins qu'en moyenne dans les QPV. Les familles nombreuses sont un peu moins présentes, de même que les populations de nationalité étrangère.

Le parc de logement social est un peu moins prédominant (même si ces quartiers comptent 90 logements sociaux pour 100 ménages) et

plus récent. Seulement 19 % des logements ont des loyers faibles, soit deux fois moins qu'en moyenne dans les QPV. Dans le domaine scolaire, un quart des collégiens ont au moins une année de retard, contre un tiers en moyenne dans les QPV. Les élèves s'orientent un peu plus souvent vers les filières générales et technologiques que dans les autres QPV. L'environnement scolaire est globalement plus favorable : 87 % des élèves des collèges de ces quartiers (*définitions*) obtiennent le brevet, soit un taux proche de l'ensemble des jeunes de la région.

Au sein du profil E, le quartier de L'Épine au Mans se distingue, avec un taux de pauvreté élevé (51 %) et un revenu médian faible. La situation est cependant favorable en termes d'emploi et de niveau de diplôme.

Les grands quartiers : un environnement social plus dégradé (profil C)

Dans la région, la moitié des habitants des QPV résident dans les dix quartiers qui constituent le profil C. Ils sont de taille relativement importante (7 000 habitants en moyenne par quartier), le plus grand étant Bellevue dans l'agglomération nantaise (16 900 habitants).

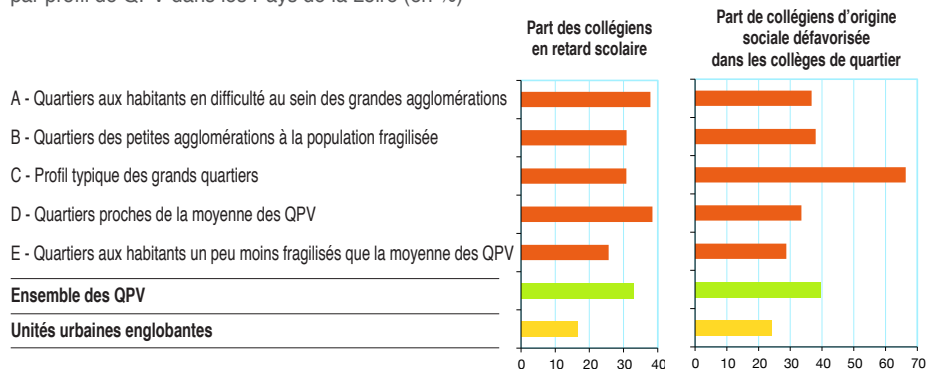
Du fait de l'étendue de ces quartiers, leurs habitants vivent plus souvent à proximité d'autres populations elles-mêmes en difficulté et côtoient probablement moins de personnes ayant des profils différents.

À l'école par exemple, les élèves des QPV de profil C sont plus souvent entourés d'autres jeunes habitant le QPV ce qui induit un environnement scolaire moins mixte. Les collèges de quartier accueillent davantage d'élèves d'origine sociale défavorisée (66 % contre 39 % en moyenne dans les collèges de quartier des QPV de la région)(*figure 4*). La réussite scolaire y est plus faible : dans ces collèges, 64 % des élèves obtiennent le brevet, contre 76 % sur l'ensemble des QPV. La quasi-totalité de ces établissements font partie du réseau d'éducation prioritaire (REP ou REP+), alors que seulement la moitié des collèges de quartier en bénéficient pour l'ensemble des QPV. Ce dispositif alloue des moyens supplémentaires pour renforcer l'action pédagogique et éducative et corriger l'impact des inégalités sociales.

Par ailleurs, les quartiers de profil C sont davantage éloignés des commerces qu'en moyenne dans les QPV. Dans ces quartiers étendus, les problématiques d'aménagement

4 Éducation : des enjeux spécifiques selon les QPV

Retard scolaire des collégiens habitant dans les QPV et origine sociale dans les collèges de quartier par profil de QPV dans les Pays de la Loire (en %)



Source : Rectorat, fichier des élèves du secondaire, rentrée 2013.

et de renouvellement urbain sont centrales : la quasi-totalité des quartiers ont bénéficié ou seront concernés par un programme de renouvellement urbain.

Au sein des quartiers de cette catégorie, les profils de population sont plus diversifiés. Même s'ils restent globalement faibles, les niveaux de vie sont plus variés que dans les autres QPV : des ménages très pauvres et des ménages un peu plus aisés y résident. Il n'y a cependant pas nécessairement de réelle mixité au sein du quartier : ils peuvent habiter dans des zones distinctes. L'habitat est aussi un peu plus diversifié, avec seulement 87 logements sociaux pour 100 ménages.

Parmi les QPV du profil C, le quartier Grand Pigeon à Angers est un peu atypique, avec seulement 2 600 habitants et un parc de logement quasiment exclusivement social. Les disparités de revenus y sont cependant particulièrement marquées.

Des quartiers se rapprochant de la moyenne des QPV (profil D)

Les quartiers de profil D sont dans une situation moyenne par rapport à l'ensemble des QPV des Pays de la Loire. Les difficultés socio-économiques y sont légèrement moins fréquentes, en termes de pauvreté, d'accès à l'emploi et de niveau de diplôme. Les logements sont essentiellement sociaux, avec une part de loyers faibles dans la moyenne des QPV. L'offre de commerces est également proche de la moyenne. Ces quartiers sont de taille modeste, avec en moyenne 1 600 habitants.

En revanche, les difficultés scolaires sont plus marquées : 38 % des collégiens habitant dans ces quartiers ont au moins une année de retard, soit 5 points de plus qu'en moyenne dans les QPV. Ils fréquentent cependant des établissements scolaires où la situation est plutôt favorable : 83 % des élèves de ces collèges réussissent au brevet et seulement un tiers des élèves proviennent d'un milieu social défavorisé. Seulement 2 des 14 collèges de quartier font partie du réseau d'éducation prioritaire. Les enjeux en termes d'accompagnement scolaire sont renforcés dans ces quartiers.

Au Clos Toreau à Nantes, 30 % des collégiens ont un an de retard, soit 8 points de moins qu'en moyenne dans ce profil. Ce quartier se

rapproche cependant des autres QPV de cette catégorie par une situation socio-économique moyenne. ■

Méthodologie

L'analyse en composantes principales se base sur douze indicateurs relatifs à chacun des trois piliers des contrats de ville :

- cohésion sociale : nombre d'habitants, taux de pauvreté, dispersion des niveaux de vie, part de familles nombreuses, part de collégiens en retard scolaire, part d'élèves provenant d'un milieu défavorisé dans le(s) collège(s) de quartier ;
- cadre de vie et renouvellement urbain : part des loyers faibles dans le parc social, taux de mobilité dans le parc social, part des logements sociaux vacants depuis au moins 3 mois ;
- développement économique et emploi : part des personnes de 15 à 64 ans ayant un emploi, part des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C, densité de commerces.

Une classification ascendante hiérarchique permet de constituer cinq profils de QPV relativement homogènes. Dans un premier temps, les QPV se répartissent en deux groupes selon l'importance des fragilités socio-économiques : d'une part, les profils A, B et C et d'autre part, les profils D et E (figure 2). Parmi les quartiers les plus fragilisés, le profil B se distingue par une vacance des logements sociaux et une mobilité des ménages plus élevée et le C par un effet taille lié à l'étendue des QPV. Enfin, les difficultés scolaires sont accrues dans les quartiers du profil D, les distinguant ainsi du profil E qui est relativement moins fragilisé socio-économiquement.

Une carte des QPV par profil est jointe à l'étude dans les données complémentaires.

Définitions

Les **unités urbaines englobantes** correspondent aux onze unités urbaines des Pays de la Loire comportant au moins un QPV.

Un **loyer** (en euro par m²) est considéré comme **faible** lorsqu'il fait partie des 25 % des loyers les plus faibles du parc social de l'unité urbaine considérée (par exemple, lorsqu'il est inférieur à 4,8 euros / m² à Nantes, à 4,2 euros / m² à Saumur ou 3,6 euros / m² à Fontenay-le-Comte).

La **densité de commerces** est évaluée en rapportant le nombre de commerces situés à moins de 1 200 mètres (banque, poste, hypermarché, supermarché, supérette, épicerie, boulangerie, boucherie, charcuterie, pharmacie, bar, restaurant et commerce de tabac et presse) à la population résidant dans ce périmètre (avec un coefficient dégressif en fonction de la distance). Cet indicateur est estimé par carreau de 200 mètres de côté.

Pour un QPV, les **collèges de quartier** correspondent aux établissements fréquentés par au moins un quart des élèves habitant le QPV et/ou à ceux dont au moins la moitié des élèves proviennent de ce QPV. Pour le QPV Beauval Bedier Morellerie à Angers, aucun collège ne répondant à ces critères, les établissements « La Madeleine La Retraite » et « Jean Vilar » sont considérés par défaut comme collèges de quartier.

Un élève est considéré comme étant d'**origine sociale défavorisée** si son indice de positionnement social appartient aux 25 % des indices les plus faibles observés sur l'ensemble des collégiens dans les onze unités urbaines englobantes. Cet indice est calculé à partir de la profession et catégorie sociale (PCS) du père et de la mère, selon une méthodologie définie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale.

Cette publication s'inscrit dans un ensemble d'études sur les quartiers de la politique de la ville menées en partenariat avec l'État. Coordonnées par le Sgar et l'Insee, elles associent des services de l'État et organismes publics (Dreal, Direccte, DRDJSCS, Rectorat, Pôle emploi, ARS, DDT(M), préfectures de département et Commissariat général à l'égalité des territoires). Line Chinchole et Koulm Dubus (Sgar) ont particulièrement contribué à ce projet.

Deux Insee Flash sont publiés conjointement à cette étude, l'un portant sur le logement social et le second sur l'éducation. Un Insee Dossier présentant des fiches par agglomération et un Insee Flash sur l'emploi sont prévus au cours du 1^{er} semestre 2017.

Pour en savoir plus :

- Chesnel H., *Éducation : des redoublements plus fréquents dans les quartiers de la politique de la ville*, Insee Flash Pays de la Loire, n° 52, décembre 2016.
- Chesnel H. et Legendre D., *Des logements sociaux plus anciens dans les quartiers de la politique de la ville*, Insee Flash Pays de la Loire, n° 51, décembre 2016.
- Chesnel H. et Legendre D., *Au-delà de la pauvreté, des fragilités multiples dans les quartiers de la politique de la ville*, Insee Pays de la Loire, Flash n°42, mai 2016.
- Rapport annuel 2015 de l'observatoire national de la Politique de la ville.

Insee Pays de la Loire
105, rue des Français Libres
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication :
Pascal Seguin

Rédactrice en chef :
Myriam Boursier

Bureau de presse :
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9689
© INSEE Pays de la Loire
Décembre 2016



Insee
Mesurer pour comprendre